

Le gouvernement du Burundi refuse de participer au dialogue d'Arusha

@rib News, 16/01/2017 – Source Belga Le gouvernement burundais a annoncé mercredi soir qu'il n'enverrait pas ses délégués à une nouvelle session du dialogue interburundais censée s'ouvrir jeudi à Arusha (Tanzanie), en présence de l'opposition, pour tenter de sortir le pays de deux ans de crise profonde, rapportent des médias burundais. Le porte-parole du gouvernement, Philippe Nzobonariba, a évoqué dans un communiqué "des irrégularités au niveau de l'organisation sur place" pour justifier cette décision selon le site d'informations INFO SOS Medias Burundi.

"Il n'est pas question de s'asseoir avec ceux qui sont poursuivis par la justice", a-t-il précisé, tout en rappelant que le gouvernement burundais a accusé pour "partialité" l'envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies, Jam Benomar, invité à Arusha. Selon le gouvernement de Bujumbura, la cause du boycott de cette session du dialogue interburundais prévue du 16 au 18 février est "la liste des participants qui n'a pas respecté la souveraineté du Burundi et les textes et lois internationaux, notamment la résolution 22 48 du Conseil de Sécurité sur les dialogues". Pour le parti au pouvoir, le CNDD-FDD, la première chose est de savoir pourquoi certains opposants poursuivis par la justice burundaise ont été invités. Une crise qui a déjà fait plus de 1000 morts Le Cnared, plate-forme regroupant la quasi-totalité de l'opposition burundaise intérieure et en exil, avait pourtant annoncé mercredi qu'il participerait finalement à cette nouvelle session du dialogue interburundais à Arusha. "Le Cnared a noté une évolution positive de la facilitation (médiation) dans l'organisation des négociations de paix au Burundi. Il a donc décidé de répondre à son invitation pour aller faire valoir ses droits", avait déclaré à l'AFP son porte-parole, Pancrace Cimpaye, qui vit en exil en Belgique. Le Cnared avait accusé le facilitateur du dialogue, l'ancien président tanzanien Benjamin Mkapa, après que ce dernier eut déclaré en décembre qu'il était inutile de continuer à contester la "légitimité" de la réélection du président Pierre Nkurunziza. Le Burundi est plongé dans une grave crise depuis la candidature en avril 2015 de M. Nkurunziza à un troisième mandat controversé et son élection en juillet de la même année. Des violences ont fait plus de 1000 morts, 8000 personnes détenues pour des motifs politiques, 300 à 800 disparus, selon la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH). Plus de 400000 personnes ont choisi l'exil.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});